

vélos sont personnalisables du guidon à la couleur en passant les chaînes, à partir de CHF 3 500.-

Pour *Anna Bory, CEO de Miloo*, le vélo a plus que jamais un bel avenir devant lui : « *Il y a une vraie transformation de la mobilité à Genève. Les jeunes ne veulent plus conduire de voitures, les gens en ont marre du trafic et le Covid a amplifié ça. Le besoin de confort, sécurité et rapidité est là, et aujourd'hui, ce sont les deux-roues qui répondent le plus à ces besoins !* »

07:2700:00 Parlons Economie Genève bouge

Genève innove : Quel rapport entre agriculture et blockchain ? Farmer Connect est une start-up basée à Genève active dans l'agritech, dont l'approche vise à mettre en relation le fermier et le consommateur grâce à une technologie de stockage et de partage sécurisés et privés des données, la blockchain. Sa vision : « humaniser la consommation par la technologie ».

« *On essaie de fournir le trajet entre l'origine du produit et le consommateur. Toutes les étapes de la production, les points de collecte, d'exportation, les coopératives, la transformation...* » explique Michael Chrisment, le CEO.

Farmer Connect a commencé avec le café, puis le chocolat et le cacao et souhaite continuer à se développer. Elle propose trois produits : le premier est un portefeuille électronique à destination des fermiers, qui vise à entrer dans un registre. Le second est une plate-forme de connexion à destination des clients d'entreprise permettant de normaliser et simplifier les données. Et enfin le troisième, une application pour scanner un code QR sur les emballages des produits et accéder à leur histoire.



## [L'arbitrage commercial suisse se mobilise face à la concurrence étrangère](#)

Sur [Aqefi.com](#) le 18 juin 2021

L'arbitrage commercial suisse se mobilise face à la concurrence étrangère

Après la mise en place du « Swiss Arbitration Center », un nouveau règlement d'arbitrage international vient d'entrer en vigueur pour rester attractif face à Londres ou Paris.

L'ASA et la SCAI ont fusionné pour créer le « Swiss Arbitration Center », établi à Genève et Zurich. En Suisse, l'arbitrage commercial fait sa mue. Depuis juin, il a été décidé de regrouper sous une même enseigne les services, le savoir-faire et les ressources en la matière. Ainsi, l'Association suisse de l'arbitrage (ASA), qui concentre plus de 1000 membres et spécialistes et qui a officié jusqu'ici comme groupe de réflexion, s'est unie à l'institution créée en 2011 par les Chambres de commerce suisse pour administrer les procédures d'arbitrage, la SCAI.

Ensemble, les deux instances ont fondé le « Swiss Arbitration Center ». Etabli à Genève et Zurich, ce nouvel organisme vise avant tout à renforcer le positionnement de la Suisse comme place de référence en matière d'arbitrage international, selon ses initiateurs.

« Nous nous donnons les moyens pour rivaliser avec les plus prestigieuses places d'arbitrages étrangères en nous dotant d'une société anonyme, destinée à professionnaliser davantage encore l'institution et à la rendre la plus efficace possible pour les acteurs économiques », déclare Vincent Subilia, administrateur de cette nouvelle entité et directeur de la chambre de commerce de Genève, la CCI.

Historiquement, Genève a été une pionnière de l'arbitrage, mais elle se classe derrière Londres, Singapour, Hong Kong et Paris. Sa position est aussi menacée par des villes comme Stockholm ou Dubaï, d'après une récente enquête de l'Université de la Queen Mary et du cabinet d'avocats américain White & Case.

Korinna von Trotha, ex-patronne notamment de l'institut allemand d'arbitrage et directrice du Centre suisse d'arbitrage. Une valeur litigieuse moyenne de 12 millions. L'arbitrage économique est une alternative à la justice civile pour résoudre les conflits entre deux entreprises. Des affaires litigieuses qui peuvent toucher par exemple le droit de la construction, des contrats commerciaux, les contrats de vente ou même le divorce de coentreprises. A l'inverse des jugements des tribunaux ordinaires, le recours à l'arbitrage commercial garantit la confidentialité de la procédure et permet de procéder rapidement. Les arbitres sont des juges privés, indépendants et le plus souvent spécialistes du domaine concerné. Les sentences arbitrales se chiffrent, souvent, en plusieurs millions de francs.

L'an dernier en Suisse, 83 dossiers d'arbitrage ont été soumis, dont 83 % des cas étaient internationaux. La valeur litigieuse moyenne des dossiers s'élevait à 12 millions de francs pour un total de près d'un milliard, selon les chiffres officiels. Les entreprises qui recourent le plus à l'arbitrage sont celles actives dans l'achat et la vente de marchandises, les fusions et acquisitions d'entreprises, ainsi que dans la finance.

« En Allemagne, ce sont environ 250 cas traités par an, dont environ 30% qui concernent des entreprises étrangères » souligne Korinna von Trotha, ex-patronne notamment de l'institut allemand d'arbitrage et directrice du Centre suisse d'arbitrage. Selon l'experte, Genève et la Suisse en général ont une approche globale dans le règlement des affaires litigieuses. Au contraire de Londres, place privilégiée d'arbitrages spécialisés dans les matières premières et les contentieux maritimes.

« Le nombre et la qualité d'arbitres, de conseils expérimentés ainsi qu'une loi fédérale sur l'arbitrage international moderne contribuent au succès de la place arbitrale suisse », complète Alexandra Johnson, vice-présidente de la Cour d'Arbitrage du Swiss Arbitration Center.

Des « Swiss rules » plus modernes

Sur le plan juridique d'importants changements sont aussi survenus. Le règlement d'arbitrage international a changé au 1er juin. «Les nouvelles « Swiss rules » sont modernes et offrent une large autonomie aux parties pour organiser leur procédure, tout en garantissant le soutien d'une institution et d'une Cour d'arbitrage composée de praticiens expérimentés », affirme Alexandra Johnson.

Actualisé, le nouveau règlement suisse prévoit désormais expressément que des audiences peuvent être tenues « à distance par visioconférence ou tout autre moyen approprié, comme décider par le tribunal arbitral après consultation des parties ». Ce changement s'inscrit dans une transition digitale du secteur accélérée par la pandémie de covid-19.

Autre changement, les frais administratifs sont augmentés mais ils ne sont facturés que lorsque le montant en litige dépasse 300.000 francs et plafonnés à 75.000 francs pour les cas supérieurs à 250 millions de francs. En revanche, les honoraires des arbitres ont été réduits.

Cette réduction des coûts vise à démocratiser l'arbitrage. « Les PME genevoises, soucieuses d'une gestion rapide et efficace des contentieux, se tournent également vers ce mode de règlement des différends » relève [Vincent Subilia](#).



## [Una boccata d'ossigeno per Ginevra](#)

Sur [Rsi.ch](#) le 17 juin 2021

[CCIG mentionnée à 02m02s](#)

Una boccata d'ossigeno per Ginevra Il vertice Biden-Putin ha portato un po' di sollievo al settore alberghiero colpito dalla crisi dovuta alla pandemia Ultima modifica: 17 giugno 2021 21:04

Ascolta Stampa Condividi a A Cinque milioni di franchi di entrate su due giorni: è questo il calcolo delle ricadute economiche su Ginevra portate dal vertice tra Joe Biden e Vladimir Putin, secondo i calcoli della [camera di commercio](#), che spera anche in un effetto più a lungo termine.

Il settore alberghiero ginevrino è uno tra i più colpiti in Svizzera dalla crisi causata dalla pandemia, che ha messo fine ai congressi e quasi azzerato il turismo internazionale. A soffrirne sono soprattutto gli alberghi a 4 e 5 stelle, che negli ultimi giorni hanno però ricevuto una boccata di ossigeno grazie al vertice.

L'evento, secondo HotellerieSuisse, ha rappresentato una spinta per tutto il settore, dimostrando la capacità di organizzare in poco tempo un vertice di questa portata con un'infrastruttura alberghiera adeguata e garantendo la sicurezza.